

MAISON DES ASSOCIATIONS CANTINE & GARDERIE

CCTP

LOT 14 – DESAMIANPAGE / DEPLOMBAGE

ETUDE DE PROJET DCE



MAITRE D'OUVRAGE

Commune de Castelnau de Levis

MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE

THEMELIA

DATE DE CONSULTATION : AVRIL 2022

Rédacteur	Phase	Date	Indice
Arnaud PRADEL	DCE	06/04/2022	1

Contenu

1. GENERALITES.....	5
1.1 OBJET ET PERIMETRE DES TRAVAUX.....	5
1.1.2 INFORMATIF.....	6
1.1.1 PHASAGE / PLANNING	6
1.2 PARTICULARITES DU DESAMIANTAGE.....	6
1.2.1 TRAVAUX EN SITE OCCUPE	6
1.3 CONNAISSANCE DU DOSSIER – VISITE DES LIEUX	7
1.4 ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	7
1.5 CARACTERE NON LIMITATIF DU PRESENT DOCUMENT	7
1.6 CADRE DE DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE.....	7
1.7 DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE	7
1.8 ETATS DES LIEUX.....	8
1.9 PROTECTION DES OUVRAGES EXISTANTS	8
1.10 INSTALLATION DE CHANTIER.....	8
1.11 GESTION DU CHANTIER PAR L'ENTREPRISE.....	9
1.11.1 APPROVISIONNEMENT	9
1.11.2 AIRES DE CHARGEMENT ET DE DECHARGEMENT.....	9
1.11.3 CONDUITES D'ENGINS	9
1.11.4 ELIMINATION OU D'EVACUATION DE DECHETS ET DES DECOMBRES.....	9
1.11.5 PROTECTIONS COLLECTIVES	10
1.11.6 NETTOYAGE DES ABORDS.....	10
1.11.7 MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE.....	10
1.11.8 PROTECTIONS INDIVIDUELLES	10
1.11.9 CLOTURE DE CHANTIER	10

1.11.10 DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX.....	10
1.11.11 ELIMINATION OU D'EVACUATION DE DECHETS ET DES DECOMBRES.....	11
2. DECONSTRUCTIONS LIEES AU DESAMANTAGE.....	11
2.1 DOCUMENTS DE REFERENCE.....	11
2.2 DOCUMENTS A FOURNIR PAR LES ENTREPRENEURS.....	12
2.3 DESCRIPTIF DES TRAVAUX.....	13
2.3.1 NEUTRALISATION DES RESEAUX.....	13
2.3.2 TRAVAUX DE DECONSTRUCTION.....	13
2.4 QUALIFICATIONS.....	13
2.5 MISE A DISPOSITIONS DES LOCAUX.....	14
3. TRAVAUX DE DESAMANTAGE.....	15
3.1 ASSURANCES.....	15
3.2 DOCUMENTS ADMINISTRATIFS GENERAUX.....	15
3.3 INSTALLATION DE CHANTIER.....	15
3.4 REALISATION DES TRAVAUX.....	16
3.4.1 MODALITES D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	16
3.5 PRESCRIPTIONS ET SPECIFICATIONS TECHNIQUES.....	16
3.5.1 DOCUMENTS DE REFERENCE.....	16
3.5.2 TEXTES DE LOIS SPECIFIQUES.....	16
3.5.3 DOCUMENTS TECHNIQUES.....	18
3.6 QUALIFICATION DE L'ENTREPRISE.....	18
3.7 DOCUMENTS PERMETTANT L'IDENTIFICATION ET LOCALISATION DES MATERIAUX AMIANTES CONCERNES PAR LA PRESENTE OPERATION DE DESAMANTAGE.....	19
3.8 PROCESSUS DES TRAVAUX DE DESAMANTAGE.....	19
3.8.1 RESPONSABILITES DE L'ENTREPRISE.....	19

3.8.2 PLAN DE RETRAIT	20
3.9 PHASE CHANTIER.....	21
3.9.1 PREPARATION ET ISOLEMENT DES ZONES DE TRAVAIL.....	21
3.9.2 INTERACTIVITE AVEC LES AUTRES ENTREPRISES	21
3.9.3 CONDITIONNEMENT STOCKAGE ET TRANSPORT DES DECHETS AMIANTES	22
3.10 REALISATION DES TRAVAUX.....	22
3.10.1 PROCESSUS DES TRAVAUX DE DESAMANTAGE	22
3.10.2 RESPONSABILITES DE L'ENTREPRISE	22
3.10.3 MODES OPERATOIRES PAR TYPE DE MATERIAUX AMIANTES	23
3.10.4 CONTROLES PREALABLES A LA RESTITUTION DES LOCAUX EN FIN DE TRAVAUX DE DESAMANTAGE.....	25
3.10.5 RESTITUTION DES LOCAUX AUX ENTREPRISES	25
3.10.6 RESTITUTION DES LOCAUX A L'EXPLOITANT	25
3.10.7 ANALYSES ET CONTROLES.....	25
3.10.8 TRANSMISSION DU DOSSIER DE FIN DE CHANTIER / DOE.....	26
3.11 LOCALISATION DESCRIPTION DES OUVRAGES	27
4. ANNEXES	31
4.1 ANNEXE 1 – PLANS DCE	31
4.2 ANNEXE 2 - RAPPORT DE REPERAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX.....	31

1. GENERALITES

Le présent document a pour but :

Définit les prestations à réaliser dans le cadre du marché relatif à la réalisation des travaux de Reconstruction de la maison des associations, cantine et garderie, 27 rue Sicard Alaman 81150 CASTELNAU DE LEVIS, entraînant l'obligation de réaliser un retrait préalable de MCA (Matériaux Contenant de l'Amiante) et de déplombage.

- définit le cadre général de réalisation des travaux (Mode d'exécution, nature, environnement du chantier, etc.) ;
- définit les conditions et spécifications réglementaires, techniques, qualitatives, auxquelles l'entreprise devra se conformer pour la réalisation des travaux ;
- précise la localisation des ouvrages à exécuter.

1.1 OBJET ET PERIMETRE DES TRAVAUX

Les travaux se situent et consistent aux retrait des matériaux et produits contenant de l'amiante suivant les bâtiments et zones suivantes (et suivant les différents rapports spécifiques) :

Matériaux amiante

La liste des matériaux amiantés est notée sur le rapport amiante avant travaux, et reprise ci-dessous

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante :

MATERIAU	LOCALISATION	CRITERE DE CONCLUSION	OBSERVATIONS / REMARQUES / MOTIFS	QUANTITE (U, ml, m²)	
Revêtements souples 1 (escalier) (Revêtements de sols)	<u>Maison pour Tous Rdc</u> Pièce 1 (entrée)	Résultat d'analyse	/	3	m2
Dalles de sol (Revêtements de sols)	<u>Maison pour Tous Rdc</u> Pièce 3	Résultat d'analyse	/	18	m2
Conduit de ventilation / aération Fibres ciment (Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides))	<u>Maison pour Tous Demi niveau</u> Pièce 5 <u>Bibliothèque Rdc</u> Bibliothèque <u>Cantine - Ludothèque - Sous-sol</u> Salle repas, Cuisine <u>Elément extérieurs</u> Toiture	Résultat d'analyse	/	18	ml
Isolants posés dans le plénum au-dessus du panneau de faux plafond + craft (Faux plafonds)	<u>Cantine - Ludothèque - Sous-sol</u> Salle repas	Résultat d'analyse	/	70	m2
Plaques en fibres-ciment Plaques ondulées (sous-tuiles) (Plaques ondulées et planes)	<u>Elément extérieurs</u> Toiture	Résultat d'analyse	/	70	m2
Conduits / manchons (Eau pluviale) Fibres ciment (Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides))	<u>Elément extérieurs</u> Cours	Résultat d'analyse	/	2	ml

Aucun stockage d'amiante ne se fera sur site, les matériaux seront filmés sur place et évacués directement.

A la suite des travaux de désamiantage, le chantier devra être restitué de la façon suivante :

- Enlèvement de tous les matériaux amiantés
- Vérification d'absence totale d'amiante sur site suivant normes et recommandations des services sanitaires

DECONSTRUCTION A BASE DE PLOMB

Le titulaire du lot a à sa charge l'ensemble des protections des bâtiments et ses avoisinants afin d'éviter la contamination plomb, si dans les mesures libératrices la présence de plomb est constatée, l'entreprise doit toutes les mesures pour le déplombage.

Matériaux contenant du plomb

La liste des matériaux contenant du plomb est notée sur le diagnostic plomb, et est à prendre en compte pour le déplombage global du bâtiment.

Aucun stockage de matériaux plombé ne se fera sur site, les matériaux seront filmés sur place et évacués directement.

A la suite des travaux de désamiantage, le chantier devra être restitué de la façon suivante :

- Enlèvement de tous les matériaux amiantés
- Vérification d'absence totale d'amiante sur site suivant normes et recommandations des services sanitaires

1.1.2 INFORMATIF

Un rapport fait état de présence d'amiante dans le bâtiment B, il n'est pas demandé de retrait d'amiante dans ce bâtiment.

1.1.1 PHASAGE / PLANNING

Le chantier de désamiantage se déroulera en plusieurs phases de travaux (1 phase à prévoir par bâtiment).

1.2 PARTICULARITES DU DESAMANTAGE

1.2.1 TRAVAUX EN SITE OCCUPE

L'entreprise devra prendre en compte que le chantier se déroulera en site occupé. De ce fait elle devra tout mettre en œuvre pour ne pas gêner les occupants du bâtiment.

1.3 CONNAISSANCE DU DOSSIER – VISITE DES LIEUX

Pour l'élaboration de son offre, l'entrepreneur est sensé connaître parfaitement l'ensemble du dossier de consultation.

Toute limite de prestation ou de fourniture imprécise doit faire l'objet de questions de la part de l'Entreprise lors de son chiffrage afin qu'aucun litige ultérieur ne puisse intervenir lors de la réalisation de la mission.

En raison de la nature des travaux, l'entreprise se devra :

- de réaliser une visite du bâtiment avec le Maître d'Ouvrage et/ou la maîtrise d'œuvre.
- d'effectuer l'ensemble des relevés et métrés qu'elle estimera nécessaires
- de prendre en compte l'ensemble des ouvrages sur lesquels elle devra intervenir et qui sont décrits ou non par le présent document et le rapport de repérage amiante et plomb avant travaux.

1.4 ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

L'entreprise devra tenir compte des particularités liées à l'intervention dans un site universitaire en activités et des avoisinants.

1.5 CARACTERE NON LIMITATIF DU PRESENT DOCUMENT

Le présent document n'a pas de caractère limitatif.

Contractuellement l'entrepreneur doit l'intégralité des travaux qui sont nécessaires à la réalisation des travaux de retrait des matériaux amiantés effectués dans le cadre de la restructuration, même si ceux-ci ne sont pas spécifiquement décrits dans le présent document. Pour cela, l'entreprise se conformera aux documents transmis dans le dossier d'appel d'offres et notamment les plans et descriptifs fournis au DCE.

1.6 CADRE DE DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE

Pour une meilleure compréhension de l'offre faite par l'entreprise, celle-ci sera en droit de détailler les postes décrits au CDPGF.

1.7 DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE

Outre les attestations de mises à jour des assurances décennales et responsabilité civile, l'entreprise fournira à la Direction des travaux les éléments suivants :

- Toutes les études et détails nécessaires à la parfaite exécution des ouvrages

- Les besoins éventuels en énergie électrique pour les appareils de traitement sur réseaux, station de relevage, etc... Les résultats des essais
- Le planning détaillé en conformité avec le planning des travaux
- Les dispositions particulières de protection et d'aménagement nécessaires pour l'intervention de l'entreprise.
- Les modes opératoires envisagés
- Le plan de retrait

1.8 ETATS DES LIEUX

Sans objet

1.9 PROTECTION DES OUVRAGES EXISTANTS

Les ouvrages existants devront être protégés. Toute dégradation sera à la charge de l'entreprise.

1.10 INSTALLATION DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise soumettra au visa du maître d'œuvre, du coordonnateur sécurité et du Maître d'Ouvrage le plan d'installation de chantier (PIC) qui devra comporter les indications suivantes :

- les largeurs minimales de chaussées conservées, y compris les dispositifs de sécurité
- la mise en place éventuelle de platelages pour piétons ou véhicules
- les plans de circulation des engins et des camions
- l'accessibilité des pompiers et des véhicules du SAMU
- La zone de stockage des matériaux et notamment de l'amiante

L'entreprise devra mettre en place l'ensemble de la sécurité demandé par le coordonnateur SPS.

Les emplacements réservés à ces installations devront apparaître sur les plans d'installation de chantier établis par l'entreprise pendant la période de préparation.

Les cantonnements comporteront des lieux de restauration, des vestiaires, des sanitaires et seront prévus pour l'ensemble du personnel.

Ces cantonnements seront reliés au domaine public par des voies praticables par les piétons, ils seront disposés de telle sorte que leur accès ne nécessite pas de pénétrer dans l'enceinte du chantier.

L'entreprise devra respecter l'ensemble des dispositions indiquées dans les préliminaires ci-dessus. Elle assurera l'installation, l'équipement, l'entretien et la maintenance de l'ensemble des cantonnements.

Tous les frais afférents aux cantonnements seront à la charge de l'entreprise y compris :

- l'extincteur dans chaque bungalow ;
- la vérification de l'installation électrique par un organisme agréé au lancement du chantier puis à chaque modification.

Le PV de vérification devra être transmis au maître d'ouvrage, maître d'œuvre.

L'ensemble du cantonnement devra être conforme à la note technique n° 27 de la CRAMIF : «cantonnement de chantier».

1.11 GESTION DU CHANTIER PAR L'ENTREPRISE

1.11.1 APPROVISIONNEMENT

En application du Décret n° 12.958 du 3.09.92, l'entreprise devra prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats et notamment les équipements mécaniques afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

1.11.2 AIRES DE CHARGEMENT ET DE DECHARGEMENT

Elles figurent systématiquement sur le plan d'installation de chantier et seront évolutives suivant l'avancement du chantier. Ces aires et leurs voies d'accès seront délimitées à l'aide de matériels (garde-corps, palissades) maintenues en bon état pendant toute la durée du chantier et protégées par une clôture du type grillage de 2 mètres de hauteur.

1.11.3 CONDUITES D'ENGINS

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs ayant été reconnus aptes médicalement et professionnellement. Chaque opérateur devra être en possession du titre d'habilitation établi par son employeur "autorisation de conduite".

Un exemplaire des rapports de vérifications réglementaires que doivent subir les engins amenés à manutentionner doit être tenu à disposition sur le site par l'entreprise utilisatrice.

1.11.4 ELIMINATION OU D'EVACUATION DE DECHETS ET DES DECOMBRES

L'entreprise est responsable de l'évacuation des gravats, débris et emballages produits par ses travaux dans les bennes qu'elle aura installées pour permettre un tri sélectif des matériaux. Ces bennes seront renouvelées tout au long du chantier.

1.11.5 PROTECTIONS COLLECTIVES

Un grand principe régit l'organisation de la sécurité sur ce chantier :

- L'entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés.

L'entreprise devra mettre en place, en suivant la progression de ses travaux, des protections collectives contre la chute des personnes et des objets en tous points où cela s'avérera nécessaire.

1.11.6 NETTOYAGE DES ABORDS

L'emprise et les abords du chantier seront maintenus dans un état de parfaite propreté. Tout manquement à cette prescription pourra être sanctionné par un arrêt des travaux à la charge de l'entreprise.

L'obligation de respecter strictement les règlements de police, arrêtés préfectoraux, communautaires ou municipaux, réglementant l'exécution de travaux sur la voie publique et la circulation des poids lourds et engins de travaux publics, ainsi que les itinéraires d'accès au chantier tels qu'ils seront prescrits par le maître d'œuvre ou le maître de l'ouvrage. L'attention de l'entrepreneur est particulièrement attirée sur l'obligation qui lui est faite de prendre toute mesure utile pour éviter que les camions d'approvisionnement ou d'évacuation ne salissent et ne bloquent les voies de circulation.

1.11.7 MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

Les interactions et la superposition des tâches sont interdites.

1.11.8 PROTECTIONS INDIVIDUELLES

Les protections individuelles peuvent être envisagées uniquement lorsque les protections collectives ne peuvent techniquement être mises en place.

1.11.9 CLOTURE DE CHANTIER

Les clôtures de chantier délimitant les emprises seront constituées par des palissades et/ou par une clôture de type grillage d'une hauteur de 2 m (opaque sur les parties permettant la visibilité depuis l'extérieur). Elles seront assemblées entre elles et entretenues pendant toute la durée du chantier.

1.11.10 DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

L'entreprise devra informer le maître d'œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux seront délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui sera tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

La zone de stockage de l'amiante et du plomb devra être sécurisée par tout moyen jugé utile par l'entreprise pour éviter tout risque de dispersion de fibre d'amiante dans l'air.

1.11.11 ELIMINATION OU D'EVACUATION DE DECHETS ET DES DECOMBRES

L'entreprise est responsable de l'évacuation des gravats, débris et emballages produits par ses travaux dans les bennes qu'elle aura installées pour permettre un tri sélectif des matériaux. Ces bennes seront renouvelées tout au long du chantier.

2. DECONSTRUCTIONS LIEES AU DESAMIANTAGE

Font implicitement partie du forfait :

- Toutes les dispositions particulières d'exécution et de mise en œuvre, disposition à pied d'œuvre d'engins adaptés aux types de travaux à réaliser ou location de ces engins si nécessaire.
- Les protections nécessaires du personnel pendant l'exécution des travaux et la mise en place suivant nécessité des barrières et palissades pour la protection du public circulant aux abords du chantier.
- Les adaptations nécessaires pour la création des accès et des voies de circulation des engins de terrassement, des camions et autre matériel que l'entreprise mettra à pied d'œuvre.
- La mise en place des protections imposées par la réglementation SECURITE SANTE, conformément aux demandes de la réglementation en vigueur, ces protections n'intéressant que les seules interventions de l'entrepreneur.
- Les protections des ouvrages réalisées ou existants qui risqueraient des dégradations du fait de l'intervention de l'entreprise.
- Les remises en état des voiries utilisées par les engins de l'entreprise pour l'exécution des travaux prescrits au présent lot.
- Le nettoyage des lieux après chaque intervention.

L'entrepreneur est tenu de se rendre sur le site afin d'apprécier, sous son entière responsabilité, des difficultés, de l'importance et la nature des lieux où doivent se dérouler les travaux ainsi que l'étendue des travaux qui lui sont demandés. Il ne sera admis aucune réclamation de sa part pour méconnaissance des lieux, les indications portées sur les plans du projet doivent être considérées comme complémentaires aux présentes descriptions sans jamais pouvoir être considérées comme limitatives d'une prestation.

D'autre part, l'entreprise titulaire devra se référer au PGC SPS rédigé par le coordonnateur SPS et effectuera obligatoirement l'Inspection Commune avant toute intervention.

2.1 DOCUMENTS DE REFERENCE

Pour l'exécution du présent programme, les entrepreneurs se conformeront aux documents normatifs de la profession propres aux ouvrages envisagés en vigueur à la date de remise des offres.

L'entreprise doit considérer le présent document comme complémentaire avec les autres pièces constituant le dossier d'appel d'offre, tant en ce qui concerne les éléments techniques que les divers règlements, normes et DTU en vigueur.

Seront également applicables les documents normatifs suivants :

- Les prescriptions du CCAP
- Aux spécifications, règles de normalisation, instructions éditées par l'AFNOR et normes NF P
- Les prescriptions des DTU
- Aux contraintes imposées par les services techniques concessionnaires des réseaux d'alimentation (Gaz, Electricité, Téléphone, Eau Potable) et d'assainissement de la ville.
- Aux contraintes imposées par les services techniques de la Mairie
- concernant les ouvrages des réseaux et voirie.
- A la circulaire n°77 284/ INT concernant l'instruction technique relative aux réseaux d'assainissement des agglomérations du 22 juin 1977 et ses annexes.
- BAEL 91 calcul du béton armé à l'état limite
- BAEL 91 calcul du béton précontraint à l'état limite
- CM 66 calcul et exécution des constructions métalliques
- CB 71 calcul et conception des charpentes bois
- Règles professionnelles – travaux de dallages (Avril 1990)
- CPT planchers titre I et II (cahier du CSTB)
- Circulaire n°77.284 / INT concernant l'instruction technique relative aux réseaux d'assainissement des agglomérations du 22 juin 1977 et ses annexes.

La liste ci-dessus n'est pas limitative, les entrepreneurs sont censés parfaitement connaître tous les textes relatifs à normalisation des ouvrages et aux prescriptions techniques et de sécurité des installations, ils ne pourront jamais arguer de méconnaissance pour se soustraire à l'une quelconque des obligations qui leur imposeront un complément de prestation.

2.2 DOCUMENTS A FOURNIR PAR LES ENTREPRENEURS

Outre les attestations de mises à jour des assurances décennales et responsabilité civile, les Entreprises fourniront à la Direction des travaux les éléments suivants :

- Toutes les études et détails nécessaires à la parfaite exécution des ouvrages
- Les besoins éventuels en énergie électrique pour les appareils de traitement sur réseaux, station de relevage, etc...
- Les résultats des essais
- Le planning détaillé en conformité avec le planning contractuel des travaux
- Les dispositions particulières de protection et d'aménagement nécessaires pour l'intervention de l'entreprise.

2.3 DESCRIPTIF DES TRAVAUX

2.3.1 NEUTRALISATION DES RESEAUX

Les réseaux seront neutralisés par le présent lot.

Le titulaire du lot se mettra obligatoirement en relation avec l'exploitant du site pour valider les coupures et consignations des réseaux en raison de l'occupation des locaux avoisinants qui utilisent les mêmes réseaux.

La prestation comprend également la dépose des réseaux abandonnés dans l'emprise des cloisonnements, dépose des appareils sur réseaux, dégagement et transport à la décharge publique.

2.3.2 TRAVAUX DE DECONSTRUCTION

L'entreprise prévoira la protection de toutes les parties des constructions mitoyennes qui pourraient être endommagées par les travaux de démolitions. Tous les ouvrages existants conservés qui subiraient des dégradations dues aux travaux de démolitions, seront remis en l'état aux seuls frais de l'entrepreneur.

Sont à inclure également dans la présente prestation, les sujétions diverses telles qu'imprévus de toute nature durant les travaux de démolition et plus particulièrement à l'intérieur même des maçonneries à démolir.

L'entrepreneur mettra en œuvre tous les moyens d'étalement, d'échafaudage, garde gravois, barrières de sécurité, de projections individuelles et collectives contre les chutes d'objets et de personnes.

La démolition sera réalisée par tous moyens adaptés.

La prestation de l'entreprise comprend l'enlèvement, le chargement, la location éventuelle d'engins et le transport aux décharges publiques de tous les gravats et décombres occasionnés par les travaux de démolitions.

Après démolition, les zones seront livrées parfaitement nivelées et nettoyées, débarrassées des résidus de démolitions, pierres, gravats, etc...

L'ensemble des éléments décrits ci-dessus doivent être pris en compte dans l'offre remise.

2.4 QUALIFICATIONS

En cas de sous-traitance, l'entreprise qui réalisera les travaux de déconstruction devra avoir les mêmes qualifications que l'entreprise titulaire du lot.

2.5 MISE A DISPOSITIONS DES LOCAUX

Les locaux ou niveaux concernés sont vides de tout occupant.

3. TRAVAUX DE DESAMIANPAGE et DEPLOMBAGE

3.1 ASSURANCES

L'entreprise devra bénéficier d'une couverture par une assurance spécifique.

3.2 DOCUMENTS ADMINISTRATIFS GENERAUX

Code du Travail.

Code de la santé publique.

Code de l'environnement.

Législation sur les conditions de travail et l'emploi de la main d'œuvre.

Textes relatifs à l'hygiène et à la sécurité sur les chantiers.

Règlement sanitaire national.

Règlement sanitaire départemental.

Textes concernant la limitation des bruits de chantier.

Code de la construction et de l'urbanisme.

Règlement national d'urbanisme.

Rèlements municipaux et/ou de police, relatifs à la signalisation et à la sécurité aux abords du chantier.

Textes légaux relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement.

Plan Général de Coordination de la Sécurité et de la Protection de la Santé.

Ainsi que tous autres textes réglementaires en vigueur au moment de l'exécution des travaux.

3.3 INSTALLATION DE CHANTIER

L'entreprise devra disposer de sa propre base de vie durant les travaux de désamiantage. Le cantonnement sera conforme à la note technique n° 27 de la CRAMIF:« cantonnement de chantier ».

L'ensemble des dispositions nécessaires à la sécurité des employés et des utilisateurs du bâtiment seront mise en œuvre. Les prescriptions du PGC SPS seront respectées.

Avant toute intervention, le PPSPS sera transmis aux organismes concernés et l'Inspection Commune sera effectuée avec le Maître d'Ouvrage et le Coordonnateur SPS.

3.4 REALISATION DES TRAVAUX

3.4.1 MODALITES D'EXECUTION DES TRAVAUX

Les travaux de retrait seront effectués en amont de la réhabilitation pour permettre aux entreprises de travailler sans le risque amiante.

La VLEP est à 10 f/l par journée de 8 h.

3.5 PRESCRIPTIONS ET SPECIFICATIONS TECHNIQUES

3.5.1 DOCUMENTS DE REFERENCE

Tous les travaux faisant l'objet du présent lot devront, en tous points (matériaux, produits finis et mise en œuvre) répondre aux conditions et prescriptions des documents qui leur sont applicables.

3.5.2 TEXTES DE LOIS SPECIFIQUES

L'ensemble des travaux devra répondre aux critères définis dans les documents spécifiques Présents ci-dessous et à ceux en vigueur au moment de la réalisation du retrait des MCA.

D'autre part, les DTU et normes relatives à la déconstruction seront observés.

3.5.2.1 Protection des travailleurs.

Décret n° 2013-1151 du 12 décembre 2013 relatif au suivi médical post-professionnel des agents des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 exposés à un agent cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction

Décret n° 2013-594 du 5 juillet 2013 consolidé au 13 mai 2014 relatif aux risques d'exposition à l'amiante

Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante

Décret n°2006-761 du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat).

Décret n°2006-761 du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat).

Décret n°2002-1528 du 24 décembre 2002 modifiant le décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante et le décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante

Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante

3.5.2.2 Condition de certification des entreprises

Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant.

4.5.2.3 Protection de la population.

Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis

Décret n° 2006-1072 du 25 août 2006 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires)

Décret n°2006-761 du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante

Décret n° 2002-839 du 3 mai 2002 modifiant le décret n° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis

Décret n° 2001-840 du 13 septembre 2001 modifiant le décret n° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et le décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante

Décret no 97-855 du 12 septembre 1997 modifiant le décret no 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis

Décret n° 96-97 du 07 février 1996 relatif à la "Protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis"

3.5.2.4 Stockage de l'amiante

Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante

Arrêté du 28 octobre 2010 version consolidée au 01 juillet 2012 relatif aux installations de stockage de déchets inertes

Arrêté du 30 décembre 2002 consolidé au 01 janvier 2013 relatif au stockage de déchets dangereux.

Arrêté du 9 septembre 1997 version consolidé au 01 juillet 2012 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

Arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières

3.5.2.5 Transport de l'amiante

Arrêté du 17 octobre 1977 version consolidée au 01 novembre 1977 relatif au transport de l'amiante

3.5.3 DOCUMENTS TECHNIQUES

3.5.3.1 Normes

Ensemble des normes en vigueur applicables sur la durée de réalisation du chantier. Notamment les normes **NF X46-010 et NF X46-011**.

L'entrepreneur du présent lot est réputé avoir pris complète connaissance :

- des documents de référence définis précédemment
- du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières
- du diagnostic de repérage amiante avant travaux

L'entreprise ne pourra invoquer l'ignorance pour se soustraire à ses obligations qui en découlent et ne pourra demander un quelconque dédommagement.

3.6 QUALIFICATION DE L'ENTREPRISE

L'entreprise devra être titulaire d'un certificat de qualification attribué sur la base des critères définis par la norme NF X46-010 Août 2012 : « Travaux de traitement de l'amiante - Référentiel technique pour la certification des entreprises - Exigences générales - Certification des entreprises réalisant des travaux de traitement de l'amiante »

Ce certificat de qualification est attribué par les organismes certificateurs suivants

- la qualification Qualibat N° 1552 « Traitement de l'amiante »

Ou

- la qualification AFAQ – AFNOR CERTIFICATION : «Traitement de l’amiante »

Ou

- La qualification GLOBAL certification «Traitement de l’amiante »

Toute entreprise ne présentant pas la qualification nécessaire en cours de validité ne pourra être retenue.

3.7 DOCUMENTS PERMETTANT L’IDENTIFICATION ET LOCALISATION DES MATERIAUX AMIANTES CONCERNES PAR LA PRESENTE OPERATION DE DESAMIANPAGE

L'identification et la localisation des matériaux amiantés, dont l'enlèvement fait l'objet de la présente opération, figurent sur le document suivant, joint en annexe au présent CCTP :

Rapports :

- Rapport N° 990820 établi le 31/07/2018 réaliser par « allo diagnostic »

Documents de référence du dossier DCE:

- Plans DCE

L'entreprise devra se rendre sur place pour vérifier l'exactitude des zones à traiter.

3.8 PROCESSUS DES TRAVAUX DE DESAMIANPAGE

3.8.1 RESPONSABILITES DE L'ENTREPRISE

L'entreprise est seule décisionnaire du processus et de l'ensemble des moyens de protection, en fonction du taux d'empoussièrement estimé, qu'elle mettra en œuvre et qui devra être conforme aux textes susvisés et à l'ensemble de la réglementation en vigueur au cours des phases de désamiantage.

Celle-ci devra joindre à son offre, ainsi qu'à son plan de retrait, le dossier complet et détaillé du processus qu'elle compte mettre en œuvre.

La localisation des ouvrages à déposer est établie en fonction du rapport de repérage et des pièces écrites concernant la restructuration et la réhabilitation du RDC du site d'ORANGE d'ONET LE CHATEAU, cependant, l'entreprise doit vérifier avant la remise de son offre, les localisations précises et étendues des ouvrages contenant de l'amiante à déposer.

3.8.2 PLAN DE RETRAIT

Nous rappelons dans le présent paragraphe, l'ensemble des points à traiter dans un plan de retrait :

- 1° La localisation de la zone à traiter ;
- 2° Les quantités d'amiante manipulées ;
- 3° Le lieu et la description de l'environnement de chantier où les travaux sont réalisés ;
- 4° La date de commencement et la durée probable des travaux ;
- 5° Le nombre de travailleurs impliqués ;
- 6° Le descriptif du ou des processus mis en œuvre ;
- 7° Le programme de mesures d'empoussièrement du ou des processus mis en œuvre ;
- 8° Les modalités des contrôles d'empoussièrement définis aux articles R. 4412-126 à R. 4412-128 ;
- 9° Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ;
- 10° Les caractéristiques des équipements utilisés pour l'évacuation des déchets ;
- 11° Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;
- 12° Les procédures de gestion des déblais, des remblais et des déchets ;
- 13° Les durées et temps de travail déterminés en application des articles R. 4412-118 et R. 4412-119 ;
- 14° Les dossiers techniques prévus à l'article R. 4412-97 ;
- 15° Les notices de poste prévues à l'article R. 4412-39 ;
- 16° Un bilan aéraulique prévisionnel, établi par l'employeur, pour les travaux réalisés sous confinement aux fins de prévoir et de dimensionner le matériel nécessaire à la maîtrise des flux d'air ;
- 17° La liste récapitulative des travailleurs susceptibles d'être affectés au chantier. Elle mentionne les dates de validité des attestations de compétence des travailleurs, les dates de visites médicales et précise le nom des travailleurs sauveteurs secouristes du travail affectés, le cas échéant, au chantier ainsi que les dates de validité de leur formation ;
- 18° Dans le cas d'une démolition, les modalités de retrait préalable de l'amiante et des articles en contenant ou les justifications de l'absence de retrait conformément à l'article R. 4412-135 ;

La modification du marché de travaux ou des processus entraîne une modification du plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage par le biais d'un avenant.

Ce plan de retrait sera soumis à l'avis :

- du médecin du travail,
- du Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) de l'entreprise qui réalise les travaux.

Il sera transmis, un mois avant le début des travaux aux organismes suivants :

- La Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) et plus particulièrement l'antenne du Tarn à ALBI (81)
- La caisse d'assurance retraite et de la santé au travail (CARSAT)

- L'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (OPPBTP)

L'entrepreneur sera tenu de le compléter ou le modifier autant de fois que nécessaire suite aux observations qui pourraient être formulées par les personnes ou organismes auxquels il doit être soumis.

Aucune intervention ne pourra être entreprise avant que l'entrepreneur soit en possession du document approuvé sans observations ni réserves de la part des personnes ou organismes auxquels il a été soumis.

Une copie du document définitif approuvé devra être remise à la maîtrise d'ouvrage et le CHSCT d'ORANGE (à la maîtrise d'œuvre, au bureau de contrôle) ainsi qu'aux organismes de contrôle et de prévention intervenant sur le chantier.

3.9 PHASE CHANTIER

3.9.1 PREPARATION ET ISOLEMENT DES ZONES DE TRAVAIL

Aucune co-activité directe ou indirecte ne sera tolérée avant la restitution de la zone par l'entreprise de désamiantage.

La ventilation et les ouvertures seront obturées pour limiter les courants d'air.

L'entreprise devra réaliser le marquage des MCA.

D'autre part, l'entreprise devra veiller à la mise au respect des normes de l'installation électrique et de s'assurer du respect de l'ensemble des mesures à prendre avant tout raccordement de son matériel.

La signalétique devra être suffisamment visible et dissuasive.

L'accès au sas devra être cadenassé.

Dans le cas où l'entreprise se trouverait en présence de MPSCA non repérés dans le rapport amiante avant travaux réalisé par l'entreprise ALLO DIAGNOSTIC, celle-ci devra demander un complément de repérage avant de poursuivre les travaux de retrait.

Si l'analyse révèle la présence de MPCA, alors une modification du plan de retrait devra être réalisée.

3.9.2 INTERACTIVITE AVEC LES AUTRES ENTREPRISES

Il ne sera accepté aucune co-activité lors du désamiantage sur la zone de retrait. Cela impose un cloisonnement physique avec une clôture de type Grillage et une signalétique amiante adaptée.

3.9.3 CONDITIONNEMENT STOCKAGE ET TRANSPORT DES DECHETS AMIANTES

Les Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante seront conditionnés en double emballage dans un big-bag UN 13H3Y. Pour l'amiante liée, le conditionnement sur palette doublement emballée est autorisé. Le conditionnement en body bennes est également accepté pour l'amiante liée.

La mention « amiante » ainsi que le numéro fourni par le centre de traitement (enfouissement en alvéole dédiée) doivent être facilement visibles conformément au décret n°88.466 modifié.

Tous les déchets et gravois provenant des travaux de désamiantage seront évacués par l'entreprise au fur et à mesure de l'avancée des travaux, y compris les déchets liés aux protections individuelles. En cas de stockage de MPCA, l'entreprise devra sécuriser le lieu de stockage.

En fonction du type de MPCA, l'entreprise devra établir les Fiches d'identification Déchet et de non mélange Amiante (FIDA) et les faire parvenir à l'entreprise collectrice des déchets.

L'entreprise devra obtenir dès la période de préparation le CAP (Certificat d'Acceptation Préalable) pour les matériaux amiantés.

Les déchets amiantés liés et intègres seront admis en décharge de classe II, en revanche les matériaux non liés devront être dirigés vers des décharges de classe I.

Le transport de l'amiante est réglementé par l'ADR (Accord Européen pour le transport par route de matière dangereuse).

Les déchets amiantés relève de la classe 9 de l'ADR.

L'entreprise responsable du transport devra satisfaire aux dispositions de la classe 9 de l'ADR.

3.10 REALISATION DES TRAVAUX

3.10.1 PROCESSUS DES TRAVAUX DE DESAMANTAGE

3.10.2 RESPONSABILITES DE L'ENTREPRISE

L'employeur met en œuvre les mesures prévues à l'article L.4121-1 sur le fondement des principes généraux de prévention.

L'entreprise est seule décisionnaire du processus et de l'ensemble des moyens de protection, en fonction du taux d'empoussièrement estimé, qu'elle mettra en œuvre et qui devra être conforme aux textes susvisés et à l'ensemble de la réglementation en vigueur au cours des phases de désamiantage.

Celle-ci devra joindre à son offre, ainsi qu'à son plan de retrait, le dossier complet et détaillé du processus qu'elle compte mettre en œuvre.

La localisation des ouvrages à déposer est établie en fonction du rapport de repérage et des pièces écrites, cependant, l'entreprise doit vérifier avant la remise de son offre, les localisations précises et étendues des ouvrages contenant de l'amiante à déposer.

L'entreprise devra mettre en œuvre tous les moyens pour réduire au minimum les émissions de fibres d'amiante.

3.10.3 MODES OPERATOIRES PAR TYPE DE MATERIAUX AMIANTES

Dans tous les cas, l'entreprise devra proposer des modes opératoires en adéquation avec l'environnement du chantier et seront obligatoirement visés par le Maître d'œuvre .

Les différents matériaux et produits amiantés repérés sont liés.

Les modes opératoires sont définis par l'entreprise en fonction des retours d'expériences. Cependant, d'une manière générale, aucun outil à vitesse de rotation élevé ne sera employé.

Cependant, certaines règles qui ne sont données qu'à titre indicatif, sont à suivre pour les matériaux suivants après avoir balisé et interdit la zone :

➤ Retrait de revêtements de sols souples et dalles de sols

- Balisage de la zone et interdiction de pénétrer aux personnes non autorisées ;
- Utilisation de moyens mécaniques pourvus d'une aspiration à la source THE ;
- Protéger l'ensemble des parois par un film de type polyane pour permettre un nettoyage soigné de la zone ;
- Selon la méthode employée, une humidification par brumisation peut-être retenue pour limiter la dispersion de fibre d'amiante ;
- Equiper préalablement les intervenants avec les moyens de protections en fonction du niveau d'empoussièrement estimé ;
- Nettoyer la zone avec un aspirateur à filtre THE ;
- Nettoyer à la lingette les protections ;
- Surfacter les protections avant leur retrait pour fixer les éventuelles fibres présentes ;
- Retrait et mise en décharges des protections de classe I au même titre que les EPI.

Localisation : *BATIMENT EXISTANT : Suivant rapport : PIECE 1 et PIECE 2.*

➤ Retrait de Toiture et isolant

- Balisage de la zone et interdiction de pénétrer aux personnes non autorisées ;
- Utilisation de moyens mécaniques pourvus d'une aspiration à la source THE ;
- Protéger l'ensemble des parois par un film de type polyane pour permettre un nettoyage soigné de la zone ;
- Selon la méthode employée, une humidification par brumisation peut-être retenue pour limiter la dispersion de fibre d'amiante ;
- Equiper préalablement les intervenants avec les moyens de protections en fonction du niveau d'empoussièrement estimé ;
- Nettoyer la zone avec un aspirateur à filtre THE ;
- Nettoyer à la lingette les protections ;
- Surfacter les protections avant leur retrait pour fixer les éventuelles fibres présentes ;
- Retrait et mise en décharges des protections de classe I au même titre que les EPI.

Localisation : *BATIMENT EXISTANT : Suivant rapport : Toiture.*

➤ Retrait de conduit.

- Protéger les parois (murs sols) ainsi que les différents équipements ;
- Neutraliser les ventilations et les ouvertures pour éviter tout courant d'air lors du retrait ;
- Utiliser des éléments de levage adaptés ;
- Protéger les intervenants des matériels de protection en fonction du niveau d'empoussièrement choisi par l'entreprise ;
- Retirer les dalles en évitant de les casser. Si ponctuellement le démontage était impossible, l'entreprise peut, avec la mise en place d'une brumisation pour rabattre les fibres et une humidification de la zone pour limiter la dispersion des fibres, casser une partie de la dalle la plus petite possible ;
- Déposer les dalles sur palette préalablement filmée ;
- Nettoyer la zone avec un aspirateur à filtre THE ;

- Nettoyer à la lingette les protections ;
- Surfacter les protections avant leur retrait pour fixer les éventuelles fibres présentes ;
- retrait et mise en décharges des protections de classe I au même titre que les EPI.

Localisation : *BATIMENT EXISTANT : Suivant rapport : Toiture.*

3.10.4 CONTROLES PREALABLES A LA RESTITUTION DES LOCAUX EN FIN DE TRAVAUX DE DESAMIANPAGE

L'entreprise aura à sa charge la mesure par META de première restitution et devra s'assurer d'informer l'opérateur d'examen visuel de la date présumé de fin de retrait.

Avant toute restitution de la zone et préalablement à l'enlèvement de tout dispositif de confinement, total ou partiel, l'employeur procède :

- 1° A un examen visuel incluant l'ensemble des zones susceptibles d'avoir été polluées et qui répond aux critères de la norme NF X46-021.
- 2° Au nettoyage approfondi de la zone par aspiration avec un équipement doté d'un dispositif de filtration à haute efficacité ;
- 3° A une mesure du niveau d'empoussièrement, réalisée conformément à l'article R. 1334-25 du code de la santé publique ;

3.10.5 RESTITUTION DES LOCAUX AUX ENTREPRISES

La restitution se fera après l'obtention des documents suivants :

- L'examen visuel de la zone de travail et des surfaces traitées selon l'Arrêté du 8 avril 2013 « relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par l'entreprise lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante » en son article 12.
- La transmission des résultats META de la 1^{ère} restitution dite libératoire.
- La transmission des résultats META dites de fin de chantier (après déconfinement).

3.10.6 RESTITUTION DES LOCAUX A L'EXPLOITANT

Les locaux ne seront restitués qu'après un résultat inférieur à 5 f/l lors de la mesure d'empoussièrement dite de fin de chantier.

3.10.7 ANALYSES ET CONTROLES

L'entreprise aura à sa charge exclusive l'ensemble des analyses d'air prévues par obligation dans la réglementation en vigueur et devra fournir en temps voulu l'ensemble des renseignements demandés par un organisme certifié par le COFRAC pour qu'il puisse établir la stratégie de prélèvements.

Ces analyses permettront également de vérifier la pertinence du niveau d'empoussièrement retenu par l'entreprise.

Ces prélèvements seront analysés dans un laboratoire accrédité par la méthode META.

La stratégie d'échantillonnage devra être conforme au guide GA X 46-033. La liste suivante est non exhaustive :

- Un état initial sera obligatoire afin de déterminer l'éventuelle pollution par des fibres d'amiante du site.
- La mise en place de pompe sur opérateurs permettra de valider le niveau d'empoussièrement retenu par l'entreprise.
- L'installation de pompes dites environnementales en raison notamment de la configuration du chantier garantira l'absence de propagation de fibres d'amiante liée au retrait des MCA.
- Dans le cas où un confinement dynamique serait installé, des prélèvements seront réalisés à leur sortie.
- Des prélèvements dits de première restitution ou restitution 1 avant déconfinement et mesures d'empoussièrement dites de « fin de chantier » en cas de résultats inférieurs à 5 f/l permettra de rendre la zone de retrait à l'entreprise de démolition.
- Des analyses MEST relatives à la concentration de fibres dans les eaux issues des douches dites d'hygiène et qui permettent la décontamination du personnel.

Toute autre analyse et prélèvement qui ne seraient pas mentionnés dans cette liste mais imposés par l'organisme de stratégie d'échantillonnage seront du par l'entreprise.

Un examen visuel sera effectué par l'entreprise et répondra aux critères de la norme NF X 46-021.

3.10.8 TRANSMISSION DU DOSSIER DE FIN DE CHANTIER / DOE

En fin de chantier l'entreprise établit un rapport de fin de travaux contenant tous les éléments relatifs au déroulement des travaux notamment les mesures de niveau d'empoussièrement, les certificats d'acceptation préalable des déchets, les plans de localisation de l'amiante mis à jour et les BSDA

Le rapport de fin de travaux est remis au donneur d'ordre qui l'intègre, le cas échéant, au DOE qui regroupera les bordereaux de mise en décharge avec un tableau récapitulatif du tonnage par type de matériaux.

3.11 LOCALISATION DESCRIPTION DES OUVRAGES

A. Installation de chantier phase 1 : TRANCHE FERME : BATIMENT VERDIER : UNIVERSITE POUR TOUS : AVANT DEMOLITION				
Réf. CCTP	Désignation	Localisation	Documents de références	Unité
A.00	Installation de chantier, amenée repliement du matériel ainsi que l'ensemble des cantonnements et de la sécurité à mettre en place conformément au présent document, protection des ouvrages à conserver et/ou à protéger. Constat d'huissier.	Zone chantier : BATIMENT EXISTANT	Ensemble des pièces graphiques Rapport amiante avant travaux	Ens.
A. Désamiantage phase de chantier 1 : TRANCHE FERME : BATIMENT VERDIER : UNIVERSITE POUR TOUS : AVANT DEMOLITION				
A.01	Plan de retrait. Consignation/dévoisement des réseaux.	Zone chantier : BATIMENT EXISTANT	Rapport amiante avant travaux Et plans DCE.	Ens.
A.02	Prélèvements et analyses d'air META et stratégie(dont initiale (point 0), pompes sur opérateurs, pompes environnementales, restitution...) et MEST.	Zone chantier : BATIMENT EXISTANT	Rapport amiante avant travaux Et plans DCE.	Ens.
A.03	Confinement dynamique.	Pièce 1 et Pièce 2	Rapport amiante avant travaux Et plans DCE.	m²
A.04	Dépose et retrait de revêtement de sols souples amiantée et de dalle de sol.	Pièce 1 et Pièce 2	Rapport amiante avant travaux Et plans DCE.	m²

A.05	Dépose et retrait de toitures et isolant amiantées	Toiture / Salle repas	Rapport amiante avant travaux Et plans DCE.	Ens.
A.06	Dépose et retrait de conduits de ventilation et manchons	Pièce 5 / Bibliothèque / Salle repas / Cuisine / Toiture / Cours	Rapport amiante avant travaux Et plans DCE.	Ens.
A.07	Transport et mise en décharge de classe I et II			Ens.
A.08	Nettoyage et dépose du confinement			Ens.
A.09	Rapport de fin de chantier			Ens.
B. Installation de chantier phase 2 : TRANCHE FERME : BATIMENT ADMINISTRATION : COMBLES				
B.00	Installation de chantier, amenée repliement du matériel ainsi que l'ensemble des cantonnements et de la sécurité à mettre en place conformément au présent document, protection des ouvrages à conserver et/ou à protéger. Constat d'huissier.	Zone chantier : BATIMENT ADMINISTRATION	Ensemble des pièces graphiques Rapport amiante avant travaux	Ens.
B. Désamiantage phase de chantier 2 : TRANCHE FERME : BATIMENT ADMINISTRATION : COMBLES				
B.01	Plan de retrait. Consignation/dévoisement des réseaux.	Zone chantier : BATIMENT ADMINISTRATION	Rapport amiante avant travaux Et plans DCE.	Ens.

B.02	Prélèvements et analyses d'air META et stratégie(dont initiale (point 0), pompes sur opérateurs, pompes environnementales, restitution...) et MEST.	Zone chantier : BATIMENT ADMINISTRATION	Rapport amiante avant travaux Et plans DCE.	Ens.
B.03	Confinement dynamique.	Zone chantier : BATIMENT ADMINISTRATION	Rapport amiante avant travaux Et plans DCE.	m²
B.04	Dépose et retrait de conduit amianté	C8 / 1C1 (Combles)	Rapport amiante avant travaux Et plans DCE.	Ens.
B.05	Transport et mise en décharge de classe I et II			Ens.
B.06	Nettoyage et dépose du confinement			Ens.
B.07	Rapport de fin de chantier			Ens.
C. Installation de chantier phase 3 : TRANCHE OPTIONNELLE 01 : BATIMENT JEAN JAURES : COMBLES				
C.00	Installation de chantier, amenée repliement du matériel ainsi que l'ensemble des cantonnements et de la sécurité à mettre en place conformément au présent document, protection des ouvrages à conserver et/ou à protéger. Constat d'huissier.	Zone chantier : BATIMENT JEAN JAURES	Ensemble des pièces graphiques Rapport amiante avant travaux	Ens.

B. Désamiantage phase de chantier 3 : TRANCHE OPTIONNELLE 01 : BATIMENT JEAN JAURES : COMBLES

C.01	Plan de retrait. Consignation/dévoiemment des réseaux.	Zone chantier : BATIMENT JEAN JAURES	Rapport amiante avant travaux Et plans DCE.	Ens.
C.02	Prélèvements et analyses d'air META et stratégie(dont initiale (point 0), pompes sur opérateurs, pompes environnementales, restitution...) et MEST.	Zone chantier : BATIMENT JEAN JAURES	Rapport amiante avant travaux Et plans DCE.	Ens.
C.03	Confinement dynamique.	Zone chantier : BATIMENT JEAN JAURES	Rapport amiante avant travaux Et plans DCE.	m ²
C.04	Dépose et retrait de menuiseries amiantées y compris ossature.	Comble 1	Rapport amiante avant travaux Et plans DCE.	Ens.
C.05	Transport et mise en décharge de classe I et II			Ens.
C.06	Nettoyage et dépose du confinement			Ens.
C.07	Rapport de fin de chantier			Ens.

4. ANNEXES

4.1 ANNEXE 1 – PLANS DCE

Nombre de pages non paginées : ...

4.2 ANNEXE 2 - RAPPORT DE REPERAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX

Nombre de pages non paginées : ...